

# **MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

## **Arrêté du 18 juillet 1985 modifiant l'arrêté du 4 mai 1977 modifié relatif au diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.)**

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 76-1330 du 31 décembre 1976 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut national du sport et de l'éducation physique, et notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1977, modifié par les arrêtés du 24 avril 1981 et du 1<sup>er</sup> juin 1982, créant le diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. - L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 1<sup>er</sup>. - Le diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) sanctionne les études supérieures effectuées au département de la formation (section préparatoire au diplôme de l'I.N.S.E.P.). »

Art. 2. - L'article 2 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. - L'admission à la section préparatoire au diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique se fait par concours comportant deux options :

« Option n° 1. - Entraînement sportif ;

« Option n° 2. - Formation de formateurs et de cadres.

« Pour être admis à concourir, les candidats doivent :

« 1. Pour l'option Entraînement sportif :

« - exercer des fonctions techniques et pédagogiques au ministère de la jeunesse et des sports ;

« - être titulaires du brevet d'Etat d'éducateur sportif 2<sup>e</sup> degré ;

« - justifier de cinq années d'ancienneté dans ces fonctions.

« Cette dernière condition est réduite pour les sportifs de haut niveau d'une durée équivalente à leur temps d'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau.

« 2. Pour l'option Formation de formateurs et de cadres :

« - Exercer des fonctions techniques et pédagogiques au ministère de la jeunesse et des sports ou être enseignants d'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation nationale ;

« - justifier de cinq années d'ancienneté dans ces fonctions.

« Cette dernière condition est ramenée pour les sportifs de haut niveau d'une durée équivalente à leur temps d'inscription sur la liste des sportifs de haut niveau. »

Art. 3. - Un article 2 bis est ajouté à l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé, dont les dispositions sont les suivantes :

« Art. 2 bis. - Le ministre chargé des sports arrête chaque année le nombre de places par option mises aux concours ainsi que la liste des sportifs pour l'option n° 1. »

Art. 4. - Le deuxième alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ils doivent présenter un dossier comprenant l'état de leurs services et, le cas échéant, les attestations de leur qualité de sportif de haut niveau et celle du brevet d'Etat d'éducateur sportif 2<sup>e</sup> degré. »

(Le reste demeure sans changement.)

Art. 5. - Le 2<sup>e</sup> de l'article 5 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2<sup>e</sup> Un entretien avec le jury à partir d'un dossier constitué :

« - d'une note explicative de la motivation du candidat à entreprendre ce cycle d'études ;

« - d'une fiche de quatre feuillets maximum faisant apparaître les expériences professionnelles et personnelles acquises soit au cours de leur carrière, de stages, de cycles de formation professionnelle continue ou en participant à la vie d'une fédération sportive et portant respectivement selon l'option présentée sur la formation des cadres ou l'entraînement sportif ;

« - éventuellement, d'un relevé des travaux personnels ou publications (coefficient 1,5).

« Après délibération, le jury soumet au ministre chargé des sports la liste des candidats proposés dans chaque option pour l'admission à l'Institut national du sport et de l'éducation physique. »

Art. 6. - Un article 5 bis est ajouté à l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé, dont les dispositions sont les suivantes :

« Art. 5 bis. - Le directeur de l'Institut national du sport et de l'éducation physique ou son représentant préside de droit le jury et en détermine la composition. Le jury chargé de l'entretien avec les candidats de l'option n° 1 comprend au moins un représentant de la fédération du sport concerné. »

Art. 7. - Le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les agents relevant du ministère de la jeunesse et des sports admis dans les sections préparatoires aux diplômes de l'Institut national du sport et de l'éducation physique sont maintenus en position d'activité pendant la durée du cycle de formation. Ceux relevant du ministère de l'éducation nationale admis dans les sections préparatoires au diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique sont placés en position de détachement auprès du ministère de la jeunesse et des sports pendant la durée du cycle de formation. Durant cette période ils sont tenus de suivre l'ensemble des enseignements dispensés. Ils conservent leur traitement et leur poste d'origine. En outre, selon les cas, ils peuvent être admis au bénéfice des dispositions de l'arrêté du 2 octobre 1972 relatif aux indemnités de stage. »

(Le reste sans changement.)

Art. 8. - L'article 7 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 7. - Le diplôme de l'Institut national du sport et de l'éducation physique est délivré aux candidats qui ont satisfait aux différents contrôles des connaissances et à la soutenance d'un mémoire.

« L'organisation du cursus d'étude est déterminée après avis du conseil pédagogique de l'Institut national du sport et de l'éducation physique. »

Art. 9. - Les articles 8, 9, 10 et 11 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé sont abrogés.

Art. 10. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article 12 de l'arrêté du 4 mai 1977 modifié susvisé sont abrogés.

Art. 11. - Le directeur des sports et le chef du service de l'éducation physique et sportive sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 juillet 1985.

*Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,*

*Pour le ministre et par délégation :*

*Le directeur des sports,*

A. LAURENT

*Le ministre de l'éducation nationale,*

*Pour le ministre et par délégation :*

*Le chef du service*

*de l'éducation physique et sportive,*

G. PAGÈS